Le Conseil,

Vu le rapport du 6 mai 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération en date du 16 décembre 1997, vous avez donné votre accord sur les objectifs poursuivis et les modalités de concertation à mettre en oeuvre préalablement à la création de la ZAC "Pesselière" à Mions.

Ses objectifs se déclinent ainsi :

- favoriser l'accueil d'activités classées en respectant les contraintes du site,
- améliorer le fonctionnement de la zone d'activités existante et notamment la trame viaire,
- intégrer le projet dans le tissu urbain existant.

Le dispositif arrêté pour la concertation a consisté, d'une part, à mettre à la disposition du public un dossier et un recueil des observations en mairie de Mions et à l'hôtel de Communauté ; d'autre part, dans un souci de meilleure information, deux réunions de présentation du projet ont été organisées par monsieur le maire de Mions. Au cours de cette concertation, 56 personnes ont formulé leurs observations.

Les remarques sont de deux natures :

- soit elles sortent du cadre de l'opération et ont trait particulièrement à une remise en cause du document d'urbanisme réglementaire applicable à la zone avec une confusion évidente entre la vocation des zones NAIA et NAD et l'utilisation actuelle des parcelles aujourd'hui en culture,

- soit elles sont à propos et les souhaits exprimés portent sur :

- . la sécurité, notamment en matière de circulation des poids lourds,
- . la réduction des nuisances phoniques et olfactives,
- . la protection de la zone résidentielle.

Dans la mesure où le projet se développe sur les bases réglementaires du plan d'occupation des sols (POS) en vigueur, qu'il intègre une zone paysagère couvrant 1,5 hectare environ permettant la protection de la zone habitat et qu'une attention particulière sera portée au projet de voirie afin d'interdire la circulation des poids lourds dans la zone résidentielle, les collectivités ont décidé de poursuivre l'opération.

Le bilan de la concertation ne remet pas en cause sa poursuite et le conseil municipal de Mions doit prendre acte de la concertation lors de sa séance du 5 mai 1998 ;

B - Propose de prendre acte du bilan de la concertation ;

Vu le présent dossier ;

Vu sa délibération en date du 16 décembre 1997 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Mions en date du 5 mai 1998 ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

Prend acte du bilan de la concertation.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,